

Histoire de France

Époque
contemporaine
1914 à nos jours

Julian Gomez Pardo



Chapitre 1

De la Grande Guerre à la crise des années trente (1914-1938)

“Nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée par la puissance de ses armes, et quand nos vivants, de retour sur nos boulevards, passeront devant nous, en marche vers l'Arc de Triomphe, nous les acclamerons. Qu'ils soient salués d'avance pour la grande œuvre de reconstruction sociale. Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal.”

Georges Clémenceau, *Discours 11 novembre 1918*.

La France dans la Première Guerre mondiale (1914-1918)

■ 1914 : guerre de mouvement et Union sacrée

Samedi 1^{er} août 1914, le chancelier allemand Bethmann-Hollweg, alarmé par la mobilisation russe qui répond elle-même à la mobilisation austro-hongroise du jour précédent et à la déclaration de guerre à la Serbie du 28 juillet 1914, déclare la guerre à la Russie de Nicolas II¹. En France, à 14 h 35, puis de nouveau à 21 h, le ministre de l'Intérieur Louis Malvy (1875-1949) télégraphie aux préfets l'ordre de

1. François Roth, *Six mois qui incendièrent le monde, juillet-décembre 1914*, Paris, Tallandier, 2014; Christopher Clark, *Les Somnambules: Été 1914: comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013; Gerd Krumeich, *Le Feu aux poudres: Qui a déclenché la guerre en 1914 ?*, Paris, Belin, 2014.

ne pas appliquer le carnet B qui recommande d'arrêter d'urgence les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires qui pourraient s'opposer à l'ordre de mobilisation, et cela malgré les recommandations de Clémenceau¹. Sans doute bien informé depuis l'assassinat de Jaurès que les milieux socialistes se rangeraient finalement à défendre la nation, le ministre signe également la suspension des mesures visant les congrégations en signe d'apaisement². L'audace du ministre n'est pas contredite par les faits puisqu'en fin de journée l'ordre de mobilisation générale est diffusé et qu'aucun trouble ne se produit. Des affiches qui vont être placardées partout portent le décret du président de la République Raymond Poincaré (1860-1934) qui annonce que « *le premier jour de mobilisation générale est le dimanche 2 août* » « *Tout Français soumis aux obligations militaires doit sous peine d'être puni avec la rigueur des lois obéir aux prescriptions du fascicule de mobilisation* » de son livret militaire. Tous les hommes nés entre 1869 et 1894, soit 3,58 millions d'hommes doivent rejoindre leur caserne d'affectation. Ce samedi 1^{er} août en fin d'après-midi, tous les clochers de France font entendre un lugubre tocsin.

À l'exception de quelques manifestations d'enthousiasme, le sentiment moyen est plutôt celui de la consternation et de la résignation à faire son devoir envers la nation³. Pour la majorité des Français le sentiment qui prédomine est celui d'être l'agressé et de mener une guerre de défense comme l'indique le témoignage du jeune historien Marc Bloch (1886-1944) qui décrit bien l'atmosphère de l'époque⁴. Même l'antimilitariste forcené Gustave Hervé (1871-1944) qui dirige le journal *La Guerre sociale* s'écrit « *Ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France⁵!* », avant de se rallier à la guerre le 6 août au nom de la défense « *de la démocratie française et de ses alliés contre la caste féodale militaire d'Allemagne⁶* ». Avant-guerre, l'état-major a estimé à 13% le taux de l'insoumission à la mobilisation générale, le chiffre n'est finalement que de 1,5%⁷.

Malgré tout pour prévenir toute difficulté, le 2 août 1914, Raymond Poincaré signe le décret de l'état de siège qui donne aux autorités militaires la responsabilité du maintien de l'ordre et de prendre toute mesure d'exception qui s'impose. Ce même jour l'armée allemande envahit le Luxembourg et lance un ultimatum à la Belgique pour l'autoriser à entrer sur son territoire. Après le refus belge, l'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août avant d'entrer en territoire belge. La journée du 4 août deux voix attendues se font entendre. D'abord celle du président de la République qui fait lire à la Chambre des députés un message dans un silence religieux : « *Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le*

1. Marc Angenot, « L'antimilitarisme contre la "religion patriotique" », *Mots. Les langages du politique*, 2004, 76, pp. 41-58.
2. Jean-Jacques Becker, *Le carnet B, les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Klincksieck, 1973.
3. Jean-Jacques Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la Guerre*, Paris, Presses de F.N.S.P., 1977.
4. Marc Bloch, « La bataille de la Marne », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1967, 22, 3, pp. 469-478.
5. Jean-Pierre Rioux, *Jean Jaurès*, Paris, Perrin, 2014.
6. Gilles Heuré, « Gustave Hervé, le tournant d'avant-guerre », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2001, 1, n° 19, pp. 85-95.
7. Pierre Purseigle, *Mobilisation, sacrifice et citoyenneté. Angleterre-France, 1900-1918*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

droit dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement rassemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique. » « Union sacrée », la formule connaît un immense succès dans les journaux les jours suivants¹. L'autre voix est celle de Léon Jouhaux (1879-1954), le chef de la CGT qui a annoncé encore en juillet que le monde ouvrier s'opposerait par la grève générale à la guerre. Mais lors des funérailles de Jaurès ce 4 août, il prononce un discours improvisé qui annonce son ralliement à la guerre « *Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchainent l'horrible crime.* » Pour Jouhaux, les solidarités nationales passent avant l'internationalisme prolétarien.

Le président du Conseil René Viviani (1863-1925), qui pense comme tout le monde le croit à l'époque que la guerre ne va durer que quelques semaines, abandonne son portefeuille des Affaires étrangères à Gaston Doumergue (1863-1937). Pour la première fois de la III^e République, le chef du gouvernement ne cumule pas sa fonction avec un portefeuille ministériel². Il fait voter une loi le 4 août instaurant la censure et invite les journalistes à ce qu'aucune information sur la guerre ne soit publiée. Dans la réalité, la censure frappe toutes les informations diplomatiques et politiques et pas seulement celles d'ordre militaire³. Le 6 août, pendant que les hommes rejoignent leur régiment, Viviani lance un appel « Aux femmes françaises » « *Je vous demande de maintenir l'activité des campagnes, de terminer les récoltes de l'année, de préparer celle de l'année prochaine : vous ne pourrez rendre à la patrie un plus grand service.* » Tout est prêt pour faire face au conflit, une guerre de quelques semaines pense-t-on, car de part et d'autre tous les plans militaires confectionnés depuis plusieurs années n'ont envisagé qu'un scénario de guerre courte. Celui des Allemands, le plan « Schlieffen » est conçu pour mettre hors de combat les armées françaises en l'espace de quelques semaines avant de retourner l'effort contre la Russie⁴. Il prévoit dans un mouvement tournant d'envahir presque toute la Belgique et d'attaquer la France par le nord⁵. Le « plan XVII » français prévoit pour sa part trois offensives, l'une sur le plateau lorrain, une deuxième au Luxembourg et Thionville, une troisième en Alsace⁶.

1. Jean Jacques Becker, « L'union sacrée, l'exception qui confirme la règle », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 1985, n° 5, pp. 111-122.

2. Anne-Laure Anizan, « 1914-1918, le gouvernement de guerre », *Histoire@Politique*, 2014, 22, n° 1, pp. 215-232.

3. Olivier Forcade, « Censure, secret et opinion en France de 1914 à 1919 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, n° 58, 2000, pp. 45-53 ; Fabrice Pappola, « 1914-1918 : la presse toulousaine face au discours dominant », *Annales du Midi*, 2008, t. 120, n° 262, pp. 249-263.

4. Pierre-Yves Hénin, *Le Plan Schlieffen : Un mois de guerre - Deux siècles de controverses*, Paris, Economica, 2012.

5. Benoit Lemay, « Du plan Schlieffen au plan Moltke : mythes et réalités des plans de guerre allemands et de la responsabilité du Reich dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013, 4, n° 252, p. 27-46.

6. Jean-Jacques Becker, « Le plan XVII et la première guerre mondiale », dans Thomas Lindemann et Michel Louis Martin, *Les militaires et le recours à la force armée : faucons, colombes ?*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 87-96.

Joseph Joffre (1852-1931)¹, généralissime, croit dur comme fer, qu'il peut couper l'armée allemande en deux en perçant le front au centre. Les offensives françaises vont se révéler des échecs cuisants et meurtriers. L'artillerie allemande fait des ravages. La bataille de Charleroi du 21 au 23 août est terrible et fait 40 000 morts². Le ton est donné. Pour la seule journée du 22 août, 27 000 Français sont tués, le jour le plus meurtrier de toute l'histoire militaire française³. La bataille des frontières est perdue le 24⁴, il faut donner l'ordre de retraite et se replier sur une nouvelle ligne défensive car le plan allemand, lui, a parfaitement été exécuté par le général Moltke (1848-1916) ; l'armée allemande a envahi la Belgique entre le 6 et le 16 août, Bruxelles est tombé le 20 et elle progresse de 30 à 50 km par jour. Même si l'invasion de la Belgique a déclenché la déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Allemagne le 4 août, la situation paraît très critique. Du 24 août au 5 septembre, les armées françaises se replient à marche forcée.

À Paris, on craint de revivre 1870. Viviani, sous pression de Poincaré, choisit de remanier le gouvernement en urgence le 26 août. Delcassé revient aux Affaires étrangères, Millerand proche de l'état-major prend la Guerre, Ribot aux Finances et Briand à la Justice. Les socialistes acceptent d'entrer au gouvernement confirmant la ligne de « l'Union sacrée ». Jules Guesde (1845-1922), le vieux révolutionnaire de la SFIO, entre au gouvernement sans portefeuille, de même que Marcel Sembat (1862-1922) aux Travaux publics et Albert Thomas (1878-1932) au sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Munitions. En revanche, on ne demande pas l'entrée au gouvernement de personnalités de la droite conservatrice ou catholique⁵. Il n'y a pas encore de gouvernement d'union nationale. La situation militaire étant grave, Viviani décide que le gouvernement doit quitter Paris et prendre la direction de Bordeaux pour ne pas prendre le risque de se trouver assiégé. Le 3 septembre Poincaré signe le décret de clôture de la session parlementaire et s'en remet au général Joffre pour sauver la France du même désastre militaire qu'en 1870. Pendant plusieurs semaines, Joffre va exercer le vrai pouvoir à tel point qu'on a pu parler de « dictature » du Grand Quartier Général (G.Q.G.)⁶.

De ces désastres, l'opinion publique et le gouvernement sont mal renseignés. Viviani n'est même pas informé immédiatement de la défaite de Charleroi entre 21 et 23 août et Poincaré n'a pu obtenir de Joffre des informations sur l'état de pertes et des stocks avant la fin de l'automne 1914. Le 24 août, le journal *Le Matin* écrit encore « *En Belgique les Allemands sont encerclés de toutes parts.* » L'information est censurée mais pas le bobard. Les journalistes sont tenus à l'écart des zones de combat et rien n'est dit des terribles pertes des premières

1. Martine Cuttier, « Des hommes du sud à la conquête d'autres suds », *Culture et modes de sociabilité méridionales*. Actes du 126^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, « Terres et hommes du Sud », Toulouse, 2001, Paris, Editions du CTHS, 2007. pp. 48-60.
2. Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, *Charleroi, : 21-23 août 1914*, Paris, Tallandier, 2012.
3. Jean-Michel Steg, *Le jour le plus meurtrier de l'histoire de France, 22 août 1914*, Paris, Fayard, 2013.
4. Jean-Claude Delhez, *La bataille des Frontières : Joffre attaque au centre 22-26 août 1914*, Paris, Economica, 2013.
5. Xavier Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2014.
6. François Cochet, « Les débuts de la Grande Guerre en France : « dictature » imposée du militaire ou retrait du politique ? », *Revue historique des armées*, 2007, 248, pp. 60-70.

semaines couvertes par le secret militaire¹. Les Français sont ignorants qu'à l'Est, à Tannenberg le 26 août, le maréchal Hindenburg (1847-1934) vient d'écraser les Russes, sur lesquels ils comptent énormément. Il faut attendre le 29 août pour qu'un communiqué officiel annonce que les troupes françaises que l'on croit victorieuses en Alsace et en Belgique se battent de « la Somme aux Vosges ». Un simple coup d'œil sur une carte fait comprendre que l'ennemi est aux portes de la capitale. Rumeurs, bobards et propagande ne vont cesser de faire partie de la guerre, même les plus invraisemblables². Parmi les plus répandues, celles qui diffusent les atrocités allemandes commises sur les populations civiles belges³. Des récits se diffusent pour alimenter l'idée que les soldats allemands coupent les mains des jeunes enfants et crèvent les yeux des blessés⁴. Diaboliser l'ennemi, créer un ciment patriotique, tout est fait pour soutenir l'idée d'une guerre juste au nom de la civilisation contre la barbarie. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, dans un discours prononcé à l'occasion de la rentrée des classes du lycée de Bordeaux à l'automne 1914 s'exclame : « *C'est bien, c'est fois encore contre la bête humaine en arrêt d'évolution, c'est contre le Hun des âges abolis, qui a changé d'armure sans changer de conscience, oui c'est bien contre le vandale resté le même après quinze siècles de progrès humain, que comme le chevalier étincelant de jadis, la France latine a tiré son épée. C'est de nouveau, le choc violent de la civilisation et de la barbarie, la lutte de la lumière et de l'ombre.* »

Tandis que fin août 500 000 Parisiens fuient la capitale, qui subit des bombardements le 30 août, Joffre prépare la bataille de la Marne⁵. Les Français profitent que deux corps d'armée allemands sur l'aile droite ont été transférés vers le front est, permettant certes la victoire du général Hindenburg à Tannenberg mais affaiblissant sérieusement le plan Schlieffen à l'ouest⁶. Le 3 septembre 1914, le général Gallieni, gouverneur militaire de Paris, apprend que la 1^{re} armée du général von Klück au lieu de passer par Pontoise pour encercler Paris par le sud-ouest se dirige vers le sud-est pour tenter d'encercler les armées françaises en négligeant Paris. Gallieni exploite l'erreur et juge qu'il peut lancer une contre-offensive. Joffre le rejoint et ordonne le 5 septembre à 9 h du matin : « *Au moment où s'engage une bataille dont dépend le Salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.* » Entre le 5 et 12 septembre, l'armée française

1. Olivier Forcade, « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France, 1914-1918) », *Le Temps des médias*, 2005, 4, n° 1, pp. 50-62.
2. Jean-Yves Le Naour, « La faute aux "Midis" : la légende de la lâcheté des Méridionaux au feu », *Annales du Midi*, 2000, t. 112, n° 232, pp. 499-516.
3. John Horne et Alain Kramer, 1914, *Les Atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Paris, Tallandier, 2005.
4. John Horne Corps, « Lieux et nation : la France et l'invasion de 1914 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2000, 55, 1, pp. 73-109.
5. Pierre Miquel, *La Bataille de la Marne*, Paris, Perrin, 2003.
6. Benoît Lemay, « Le mythe de la bataille de la Marne ou de l'échec du « plan Schlieffen » en septembre 1914 dans l'historiographie allemande », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013, 4, n° 252, pp. 7-26.

remporte une grande victoire. Comme dans toute victoire, une part mythique se forge dans les mémoires notamment l'idée selon laquelle les 1100 taxis parisiens réquisitionnés par Gallieni les 6 et 7 septembre pour transporter 5000 soldats vers l'est ont été décisifs¹. Moltke ayant ordonné le repli général le 10 septembre, les Franco-Britanniques engagent une série de combats dans «une course à la mer» entre le 12 septembre et le 13 novembre, à la suite desquels un front continu se stabilise sur 700 km de la Mer du Nord à la Suisse. En quelques semaines, 300 000 Français ont été tués, 600 000 ont été blessés, les Allemands n'en ont pas moins.

Fin novembre, il faut se rendre à l'évidence, personne n'a fait la différence mais personne ne veut d'une paix blanche. À la guerre courte prévue dans chaque camp, il faut maintenant envisager une guerre plus longue et donc maintenir les positions acquises. Les soldats creusent des tranchées, organisées en lignes parallèles reliées par des boyaux, protégées par des mines et du fil barbelé. Un nouveau type de combattant apparaît, couché sous le feu aussi invisible que possible². C'est aussi la fin de la cavalerie à cheval, une autre forme de guerre inédite et jamais répétée³.

La ligne de front se situe en territoire français, plusieurs départements sont totalement occupés ou partiellement (Nord, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges). Toute la guerre sur le front nord-ouest va s'y dérouler. Une première offensive est tentée du côté français dès le 14 décembre 1914 en Champagne pour repousser le front vers l'est. Après quelques semaines de combats sans résultat probant seulement interrompus par la trêve de Noël et quelques fraternisations entre soldats français et allemands⁴, l'offensive est arrêtée. Elle est le premier des nombreux échecs qui vont ponctuer les trois années suivantes. On tire les conséquences de ces échecs et 40% des généraux sont mis à la retraite et remplacés par des colonels qui ont réussi. Parmi eux, Fayolle, Nivelle et Pétain⁵.

Début octobre, Poincaré et le ministre de la Guerre ont regagné Paris, suivis par les autres ministres ensuite alors que le G.Q.G. et Joffre exercent un pouvoir considérable. Le Parlement est convoqué le 22 décembre et va siéger en permanence jusqu'à la fin de la guerre, les élections étant repoussées jusqu'à la fin du conflit⁶. On en revient à des formes légales du régime parlementaire mais le contrôle parlementaire ne pouvant se faire en séance publique, ce sont les commissions qui

1. Rémy Porte, *Chronologie commentée de la Première guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2011.
2. Stéphane Audouin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre*, Paris, Le Seuil, 2008.
3. Damien Baldin, «Les tranchées ont-elles enterré la cavalerie? Entre disparition et mutation : la cavalerie française durant la première guerre mondiale», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007, 225, n° 1, pp. 7-20; Damien Baldin, «De la contiguïté anthropologique entre le combattant et le cheval. Le cheval et son image dans l'armée française durant la Première Guerre mondiale», *Revue historique des armées*, 2007, 249, pp. 75-87.
4. Marc Ferro (dir.), *Frères de tranchées*, Paris, Perrin, 2005.
5. Michel Goya, *Les Vainqueurs. Comment la France a gagné la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2018.
6. Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.

vont l'exercer, Clémenceau devenant président des deux commissions du Sénat les plus importantes, la commission de l'Armée et la commission des Affaires étrangères.

La vie politique est comme anesthésiée et peu de voix sont alors discordantes et osent fissurer l'Union sacrée. Depuis le 22 septembre 1914, une circulaire est venue renforcée et organisée la censure de la presse malgré les protestations de Clémenceau lui-même rédacteur en chef de *l'Homme libre*, qui est suspendu du 29 septembre au 7 octobre 1914 pour avoir dénoncé les manquements du service sanitaire. Rien ne doit altérer le moral des troupes ou de la population. Le journal reparait sous le titre évocateur de *l'Homme enchaîné*. Tous les intellectuels se sont ralliés ou résignés à la guerre qui fait un quasi-consensus à une exception près, celle de Romain Rolland (1866-1944). Installé en Suisse, l'écrivain fait publier dans le *Journal de Genève* le 22 septembre 1914 un article *Au-dessus de la mêlée* qui provoque immédiatement l'indignation de la presse française par son ton pacifiste. Dans le mouvement socialiste l'opposition à l'Union sacrée est discrète¹. Mais dès l'automne 1914, une opposition syndicaliste autour de *la Vie ouvrière* avec Pierre Monatte et Alfred Rosmer et quelques minorités syndicalistes de la CGT autour d'Alphonse Merrheim, secrétaire de la Fédération de la métallurgie et Albert Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau, et deux députés socialistes Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx et Pierre Laval député de Saint-Denis, se désolidarisent de l'Union sacrée par fidélité au pacifisme et à l'internationalisme. Beaucoup de ces personnalités jouent un rôle important dans la Conférence de Zimmerwald en Suisse en septembre 1915 pour condamner la guerre et établir une paix sans annexions ni indemnités².

■ 1915-1917: l'enlèvement

Malgré l'échec de l'offensive en Champagne entre décembre 1914 et mars 1915, Joffre n'en démord pas, selon lui seule une série d'attaques répétées est susceptible de percer le front adverse³. De plus, en continuant à attaquer il veut soulager le front oriental où les Russes sont en grande difficulté. Continuer à harceler les Allemands est le meilleur moyen de maintenir de gros effectifs allemands sur le front occidental car ces derniers ont fait le choix d'adopter une stratégie défensive à l'ouest et offensive à l'est. Enfin, Joffre ne peut admettre qu'une dizaine de départements français soient occupés, exploités, sans rien faire. Il se donne comme objectif de réussir à les libérer le plus tôt possible⁴.

1. Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993; Landry Charrier, « Romain Rolland, les relations franco-allemandes et la Suisse (1914-1919) », *Les cahiers Irice*, 2011, 8, n° 2, pp. 91-109.

2. Yves Santamaria, *Le Pacifisme. Une passion française*, Paris, Armand Colin, 2005.

3. Pierre Dufour, *1915, offensives meurtrières*, Paris, E.T.A.I., 2009.

4. Hew Strachan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 2005; Hew Strachan, « 1914-1918 et la redéfinition de la guerre », *Politique étrangère*, 2014, n° 1, pp. 71-86.

Une nouvelle grande offensive est donc lancée en Artois en mai-juin 1915 mais elle ne fait reculer les Allemands que de quatre kilomètres et fait 100 000 morts. Malgré l'échec, le G.Q.G. s'obstine dans cette stratégie et relance une nouvelle attaque en Champagne et en Artois en septembre 1915 avec des résultats encore moins probants mais des pertes humaines catastrophiques. L'utilisation de l'artillerie lourde fait des ravages¹. Sortir des tranchées, c'est affronter le barrage d'artillerie de l'ennemi, se faire faucher par les mitrailleuses qui tirent plus de 500 balles par minute. Certains combattants se rendent compte des conceptions erronées de l'état-major. Un officier d'infanterie écrit à son épouse le 15 mars 1915 : « *Dieu si je suis soldat dans l'âme et si j'ai le culte de la discipline ! Mais il est des choses qui sautent aux yeux et qui sont criminelles dans leur but et dans leur résultat... Et cette façon de faire la guerre... est l'une de ces choses. Elle fait sacrifier sans résultats des milliers de vies humaines*² ». L'année 1915 voit aussi l'utilisation pour la première fois du gaz comme arme de guerre. En avril 1915, les Allemands déploient 168 tonnes de chlore à Ypres. Les pertes militaires dues aux armes chimiques lors de l'ensemble du conflit sont estimées à 90 000 morts et à 1,2 million de gazés³. Au total, en 1915, ce sont 350 000 tués et un million d'hommes mis hors de combat pour les Français auxquels il faut ajouter près de 100 000 Britanniques. L'opinion n'a aucune conscience du nombre de morts, c'est un des secrets les mieux gardés de la guerre aussi bien en France que chez les autres belligérants.

Pour se justifier, Joffre explique « *qu'il grignote* » des positions admettant de fait l'échec de la stratégie de la grande percée. À la fin de l'année 1915, Joffre ne renonce pas mais considère à la conférence interalliée de décembre 1915 qu'il faut préparer avec les Britanniques une attaque massive pour l'été 1916 sur la Somme. Le vainqueur de la bataille de la Marne conserve encore la confiance du gouvernement. Millerand, ministre de la Guerre, concentre toutes les attaques de la part des commissions parlementaires, accusé d'avoir donné trop de liberté d'action G.Q.G. Pour reprendre la main, le socialiste Albert Thomas (1878-1932) est nommé sous-secrétaire d'État chargé de l'artillerie et de l'équipement militaire le 18 mai 1915 dont l'action va révéler de grandes qualités d'organisateur de la production⁴. Paradoxalement, ce n'est pas sur la conduite militaire que le gouvernement va tomber mais sur une affaire diplomatique. Si Delcassé, grand artisan de la Triple-Entente avant la guerre, s'est employé avec réussite depuis août 1914 à faire entrer l'Italie dans la guerre du côté des Alliés en mai 1915, on ne lui pardonne pas de ne pas avoir pu empêcher l'entrée en guerre de la Bulgarie en octobre 1915 aux côtés des Empires centraux⁵. Viviani sans avoir été mis en minorité remet sa démission le 29 octobre 1915. Briand est appelé à former le nouveau cabinet où il fait entrer un député de la droite catholique Denys Cochin

1. Laurent Seillier, « Les offensives d'Artois vues par quelques écrivains de la Grande Guerre », *Nord*, 2014, 64, n° 2, pp. 11-26.
2. Benjamin Simonet, *Franchise militaire, (De la Bataille des frontières aux combats de Champagne, 1914-1915)*, Paris, Gallimard, 1986.
3. Olivier Lepick, *La Grande Guerre chimique : 1914-1918*, Paris, PUF, 1998.
4. Adeline Blaszkiewicz-Maison, *Albert Thomas, Le socialisme en guerre, 1914-1918*, Rennes, P.U.R., 2016.
5. Jean-Jacques Becker, « La guerre dans les Balkans (1912-1919) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2003, n° 71, pp. 4-16.